



MINISTÈRE
DE LA CULTURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Journées européennes du patrimoine 19 – 20 sept 2020



**PATRIMOINE & ÉDUCATION;
APPRENDRE POUR LA VIE!**

**VISITE DU
PALAIS-ROYAL**

journesdupatrimoine.fr | [#JOURNEESDUPATRIMOINE](https://twitter.com/JOURNEESDUPATRIMOINE)

Chaque année, les Journées européennes du patrimoine sont l'occasion de découvrir, souvent de manière exceptionnelle, les monuments, les jardins et les œuvres que les générations précédentes nous ont légués, que nous avons su préserver et mettre en valeur au fil du temps.

Le thème de cette 37^e édition « Patrimoine et éducation : apprendre pour la vie! », ainsi que la journée du 18 septembre « Levez les yeux! », dédiée aux élèves de la maternelle au lycée, sont autant d'occasions de transmettre le goût du patrimoine à tous les jeunes.

Connaître et comprendre notre héritage culturel, le situer dans son contexte historique et social, nous aide à mieux appréhender la société dans laquelle nous vivons et les valeurs sur lesquelles elle se construit.

Après ce début d'année marquée par la crise sanitaire, nous sommes ainsi particulièrement heureux de vous accueillir de nouveau, le temps d'un week-end, au Palais-Royal, ce prestigieux domaine qui abrite la Comédie-Française, le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel et le ministère de la Culture.

À l'origine Palais-Cardinal, construit par le cardinal de Richelieu, il devient Palais-Royal lorsque la régente Anne d'Autriche et le jeune roi Louis XIV s'y installent, avant d'être occupé successivement par les princes d'Orléans et les Bonaparte. À la fois lieu de pouvoir et lieu de spectacle depuis sa construction jusqu'à aujourd'hui, le Palais-Royal est un trésor d'architecture et d'histoire, emblématique des mutations urbaines de Paris comme de l'évolution institutionnelle de la France.

Lors de cette édition 2020, le parcours de visite des espaces intérieurs de nos trois institutions s'enrichit grâce à l'ouverture de la salle Mounet-Sully de la Comédie-Française, restaurée en 2017.

Nous vous souhaitons à toutes et à tous d'excellentes Journées européennes du patrimoine!

Roselyne BACHELOT-NARQUIN
Ministre de la Culture

Laurent FABIOUS
Président du Conseil constitutionnel

Bruno LASSERRE
Vice-président du Conseil d'État

Pour aller plus loin, consultez [Le Palais-Royal](#) de Guy Lambert et Dominique Massounie, [Le Conseil constitutionnel](#) de Denys de Béchillon, Christophe Bottineau et Damien Connil, [Le Conseil d'État au Palais-Royal](#) de Marc Sanson, [La Comédie-Française](#) de Patrick Deveaux, ainsi que [Le Monde de Colette au Palais-Royal](#) de Claude Malécot et Anne de Jouvenel, Éditions du patrimoine.



Le Palais-Royal

Disponible en français et en anglais



Le Conseil constitutionnel

Disponible en français



Le Conseil d'État au Palais-Royal

Disponible en français



La Comédie-Française

Disponible en français



Le Monde de Colette au Palais-Royal

Disponible en français

www.culture.gouv.fr
www.conseil-etat.fr
www.conseil-constitutionnel.fr
www.monuments-nationaux.fr

Crédits photographiques

p.7 : Médiathèque de l'architecture et du patrimoine, Archives photographiques, Paris
p.8 (haut) : MC - Didier Plowy
p. 8 (bas) : MC - Edouard Bierry
p.9 (haut) : MC - Edouard Bierry
p.9 (bas) : MC - Didier Plowy
p. 12-13 : MC - Edouard Bierry
p.17 (haut) : Alexander Johmann
p.17 (bas) : Conseil d'État, direction de la communication, Jean-Baptiste Eyguessier
p.19 (droite) : Conseil d'État, direction de la communication, Jean-Baptiste Eyguessier
p.19 (gauche) : Conseil d'État, direction de la communication, Jean-Baptiste Eyguessier
p.21 : Vincent Pontet
p.22 : Conseil constitutionnel
p.25 : Cosimo Mirco Magliocca, Coll.
p.26-27 : Cosimo Mirco Magliocca, Coll.
p.28 : CMN

Couverture

Visuel original Jérémie Fischer pour l'édition 2020 des Journées européennes du patrimoine.

4-5

**PLAN DU PALAIS-ROYAL
ET DE SON JARDIN**

6-9

L'HISTOIRE DU PALAIS-ROYAL

10-11

PLAN DU CIRCUIT DE VISITE

12-15

LE MINISTÈRE DE LA CULTURE

16-19

LE CONSEIL D'ÉTAT

20-24

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

25

LA COMÉDIE-FRANÇAISE

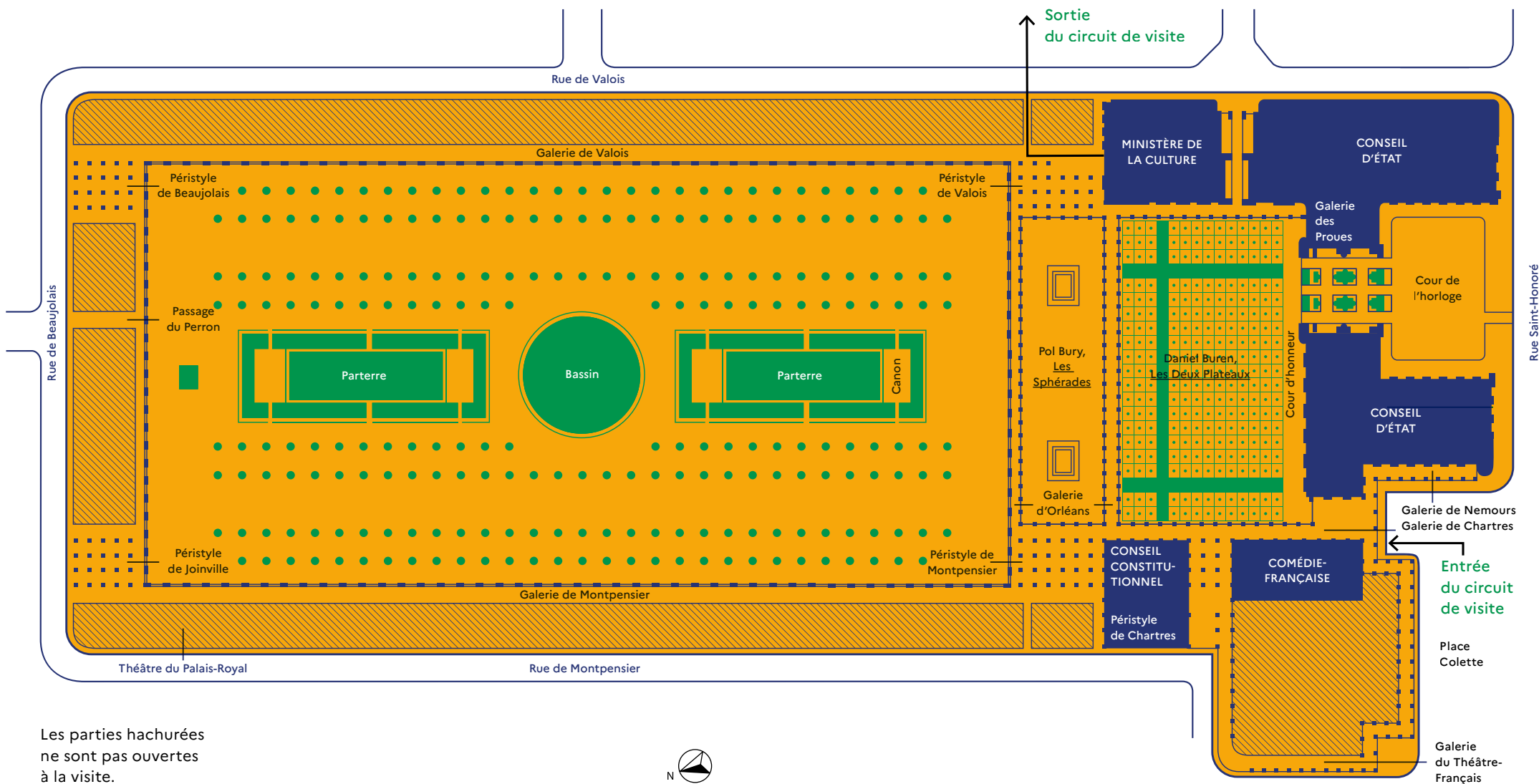
26-28

LE JARDIN DU PALAIS-ROYAL

Le Palais-Royal et son jardin

QUELQUES HABITANTS CÉLÈBRES DU PALAIS-ROYAL :

Colette a vécu au 9 rue de Beaujolais, le décorateur Christian Bérard et Jean Cocteau furent ses voisins au 15. Cocteau s'installera ensuite au 36 rue de Montpensier, de même que Jean Marais. Dans cette rue habiteront également le journaliste Pierre Lazareff, la chanteuse Mireille et son mari Emmanuel Berl.



Les parties hachurées ne sont pas ouvertes à la visite.



L'histoire du Palais-Royal

De ce premier palais ne subsistent que la galerie des Proues, dans la cour d'honneur, avec sur le mur un décor sculpté de rostres de navires et d'ancres de marine, et un superbe balcon, au n° 6 de la rue de Valois, qui donnait à l'origine directement sur le jardin.

LE PREMIER PALAIS DE RICHELIEU

Désireux de se rapprocher du Louvre où réside Louis XIII, le cardinal de Richelieu acquiert en 1624 l'hôtel d'Angennes-Rambouillet et de nombreuses maisons et parcelles avoisinantes entre les rues Saint-Honoré, des Bons-Enfants et les anciens remparts de Charles V.

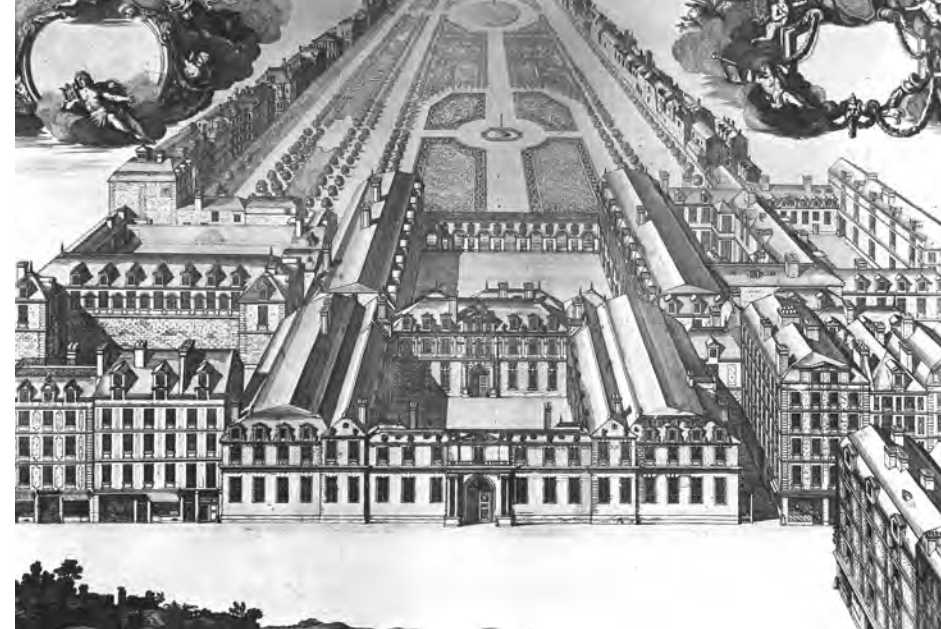
Dix ans plus tard, il charge l'architecte Jacques Lemercier d'édifier là un palais et Pierre Desgots d'en dessiner le jardin. Le cardinal meurt en 1642, après avoir légué le palais au roi, qui meurt à son tour, en 1643.

La reine Anne d'Autriche, devenue régente, juge le Louvre incommode : elle s'installe, avec le jeune Louis XIV, dans le Palais-Cardinal, qui devient le Palais-Royal. Quand, après la Fronde, elle regagne Paris, c'est pour réintégrer le Louvre, qu'elle estime plus sûr alors.

Le Palais-Royal, lui, accueille la veuve de Charles I^{er} d'Angleterre, Henriette-Marie de France, qui, en 1661, marie sa fille à Philippe d'Orléans, dit « Monsieur ». Ce dernier, à cette occasion, se voit accorder par son frère Louis XIV la jouissance du palais, désormais résidence de la famille d'Orléans.

LES TRANSFORMATIONS DE LOUIS-PHILIPPE ET DE SON FILS

De 1750 à 1754, Louis-Philippe d'Orléans (1725-1785) fait construire par l'architecte Pierre Louis Moreau-Desproux de nouvelles façades pour les cours d'honneur et de l'horloge (côté rue Saint-Honoré). Il confie aussi la complète rénovation des appartements de la duchesse d'Orléans, dans l'aile de Valois, à l'architecte Pierre Contant d'Ivry qui reprend la façade du palais côté jardin (Moreau-Desproux se charge du côté rue), crée un escalier monumental décoré par Jean-Jacques Caffieri et aménage les nouveaux appartements du prince.



Vue cavalière du Palais-Royal, par La Boissière (1679), détail, montrant le palais tel qu'il devait être au temps de Richelieu

APRÈS LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

Louis-Philippe I^{er} (1773-1850), le fils de Philippe Égalité et futur roi des Français (1830-1848), reprend possession du palais familial et confie la responsabilité d'une nouvelle campagne de travaux à l'architecte Pierre François Léonard Fontaine.

Les bâtiments entre la rue Saint-Honoré et le jardin sont réaménagés, la façade nord achevée. La galerie d'Orléans remplace les galeries de bois, provisoires, qui clôturaient au sud le quadrilatère projeté par Victor Louis (cette galerie couverte d'une verrière sera détruite en 1933 : n'en subsistent que les péristyles).

Louis-Philippe d'Orléans transmet ce palais profondément transformé à son fils, en 1780, sous certaines conditions, dont celle de maintenir ouverts au public le jardin et les cours. Louis-Philippe Joseph (1747-1793), devenu à son tour duc d'Orléans, se lance dans une opération immobilière de grande envergure en prélevant une large bande de terrain sur le pourtour du jardin, afin d'y bâtir soixante pavillons locatifs : ce sont les grands alignements rythmés par de hauts pilastres corinthiens, signés Victor Louis, qui délimitent de nos jours encore le jardin ; des boutiques réservées aux commerces de luxe occupent le rez-de-chaussée de ces immeubles.

La révolution de 1848 entraîne le saccage du palais qui, de national redevient royal sous le Second Empire, hébergeant alors Jérôme de Westphalie, frère de Napoléon I^{er}, ainsi que son fils le prince Napoléon Bonaparte, tous deux soucieux de doter leurs appartements de nouveaux décors, sur les conseils de l'architecte Prosper Chabrol. Durant la Commune, l'incendie de 1871 porte une atteinte ultime aux bâtiments en détruisant le pavillon de Valois et une partie de la façade de la cour de l'Horloge.

En 1793, bien qu'ayant voté la mort de son cousin le roi Louis XVI, le duc, dit alors Philippe Égalité, meurt sur l'échafaud, laissant inabouti son grand dessein.



Depuis 1875, le Palais-Royal abrite dans sa partie centrale le Conseil d'État. Sous la V^e République, le Conseil constitutionnel succède à la Cour des comptes dans l'aile de Montpensier et, en 1959, le ministère des Affaires culturelles, à la direction générale des Beaux-Arts, dans la partie nord de l'aile de Valois. Le domaine du Palais-Royal est classé au titre des monuments historiques en 1994.

AU XX^e SIÈCLE, RESTAURATIONS ET CRÉATION CONTEMPORAINE

Avec le XX^e siècle vient le temps des restaurations et de l'introduction de la création contemporaine, représentée dans la galerie d'Orléans par les deux fontaines *Les Sphérides* de Pol Bury (1985), dans la cour d'honneur, par *Les Deux Plateaux* de Daniel Buren (1986) et, dans le passage des Fontaines, par un *Hommage à Malraux* dû à Jean-Michel Alberola (1987-1992).



En haut: *Les Sphérides* de Pol Bury (1985)
En bas: *Les Deux Plateaux* de Daniel Buren (1985)



En haut: Jardin du Palais-Royal
En bas: Ministère de la Culture, grand salon

Circuit de visite

MINISTÈRE DE LA CULTURE

1. Hall d'accueil rez-de-chaussée
2. Entrée, 1^{er} étage
3. Antichambre
4. Salon Jérôme
5. Bureau de la ministre
6. Bureau de la directrice de cabinet
7. Grand salon

CONSEIL D'ÉTAT

8. Salle de la section des finances
9. Salle du tribunal des conflits
10. Salle des pas perdus
11. Grand escalier d'honneur
12. Antichambre du contentieux
13. Salle du contentieux
14. Antichambre du vice-président
15. Bureau du vice-président
16. Salle de la section des travaux publics
17. Salon des colonnes
18. Salle de la section de l'intérieur
19. Salle d'assemblée générale
20. Salle des cases
21. Salle Pierre Laroque
22. Salle des colonnes
23. Chapelle
24. Salle Napoléon

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

25. Grand salon
26. Salle à manger
27. Salle des délibérés
28. Bureau du président du Conseil constitutionnel
29. Antichambre
30. Oratoire
31. Du couloir, vue sur l'antichambre de la salle des délibérés
32. Petit salon

COMÉDIE-FRANÇAISE

33. Salle Mounet-Sully

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

34. Escalier d'honneur
35. Hall d'honneur (rez-de-chaussée)
36. Salle Jeanne Chauvin
37. Salle Thémis
38. Salle d'audience

Les parties hachurées ne sont pas ouvertes à la visite.



Le ministère de la Culture

L'action du pouvoir royal, depuis longtemps bâtisseur, collectionneur, mécène, fut particulièrement marquante au cours du XVII^e siècle: l'Académie française est fondée en 1635, les manufactures des Gobelins et de Beauvais, où naîtront tant de chefs d'œuvre de la tapisserie, en 1662 et 1664, l'Opéra en 1669, la Comédie-Française en 1680.

Le ministère de la Culture a été créé sous la V^e République, avec pour mission « *de rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français, d'assurer la plus vaste audience à notre patrimoine culturel, et de favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit qui l'enrichissent* ». Il est à ce titre, l'héritier d'une longue tradition française d'intervention de l'État dans la vie culturelle du pays.

Vue du ministère de la Culture depuis la galerie de Chartres

DE LA RÉVOLUTION À LA V^e RÉPUBLIQUE

En transférant les biens de la Couronne et ceux de l'Église à la Nation, la Révolution entreprend bientôt une grande politique d'archivage et de conservation.

Dès 1790 sont fondées les Archives nationales et, en 1796, les archives départementales. La III^e République met en place de nombreuses structures et procédures administratives et réglementaires concernant les beaux-arts et les monuments historiques.



La IV^e République, quant à elle, se soucie de l'accès pour tous à la culture: protection et diffusion du patrimoine, lecture publique, spectacles, décentralisation et animation culturelle, action qui se voit amplifiée et structurée par la V^e République avec la création d'un ministère spécifique, en 1959.

MISSIONS ET ORGANISATION

Aujourd'hui, aux termes du décret du 24 mai 2017, le ministère de la Culture, qui a pour mission l'accessibilité du plus grand nombre aux « *œuvres capitales de l'humanité et d'abord de la France* », conduit la politique de sauvegarde, de protection et de mise en valeur du patrimoine culturel dans toutes ses composantes, et favorise la création des œuvres de l'art et de l'esprit et le développement des pratiques et des enseignements artistiques.

Il contribue, conjointement avec les autres ministres intéressés, au développement de l'éducation artistique et culturelle des enfants et des jeunes adultes tout au long de leurs cycles de formation.

Il encourage les initiatives culturelles locales, développe les liens entre les politiques culturelles de l'État et celles des collectivités territoriales et participe à la définition et à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine de la décentralisation. Il veille au développement des industries culturelles et créatives.

Il contribue au développement des nouvelles technologies de diffusion de la création et du patrimoine culturels. Il définit et coordonne la politique du Gouvernement relative aux arts du spectacle vivant et aux arts plastiques. Il met en œuvre, conjointement avec les autres ministres intéressés, les actions de l'État destinées à assurer le rayonnement dans le monde de la culture et de la création artistique françaises et de la francophonie. Il contribue à l'action culturelle extérieure de la France et aux actions relatives aux implantations culturelles françaises à l'étranger.

Le ministère de la Culture se compose de trois directions générales (direction générale des patrimoines, direction générale de la création artistique et direction générale des médias et des industries culturelles), la délégation générale à la langue française et aux langues de France, le secrétariat général et des services rattachés ou déconcentrés (directions régionales des affaires culturelles). Il exerce aussi sa tutelle sur divers établissements publics, dont le Centre des monuments nationaux.

Visite du ministère de la Culture

La numérotation des salles renvoie au plan des pages 10 et 11.

1. Hall d'accueil, rez-de-chaussée

Le rez-de-chaussée a été aménagé par Patrick et Daniel Rubin-Agence Canal en 1985, avec une série d'œuvres étrusques (vase, amphore, calice) présentées avec des stèles de Jean-Pierre Raynaud de 1985 (collection du Centre national des arts plastiques). Dans la cage d'escalier sont visibles des appliques d'Élisabeth Garouste et Mattia Bonetti. Au pied de l'escalier se trouve une console de Diego Giacometti.

2. Entrée, 1^{er} étage

Tapiserie *Au Rex* d'après Pierre Buraglio (né en 1939), tissée à la manufacture nationale de Beauvais en 1992 – collection du Mobilier national. Paire de lampadaires et paire d'appliques de Jacques Adnet (1900-1984) et Gilbert Poillerat (1902-1988) en bronze doré - collection du Mobilier national.

3. Antichambre

Cette pièce est également appelée Salon Alechinsky. Le décor peint ainsi que le tapis, tissé à la manufacture de la Savonnerie (atelier de Lodève), sont des créations de Pierre Alechinsky (1985). Les canapés et fauteuils LC2 sont de Le Corbusier, Charlotte Perriand et Pierre Jeanneret (réédition Cassina), la table basse créée en 1944 par le designer Isamu Noguchi (réédition Cassina) ; deux consoles hautes en fonte d'aluminium laquées gris dessinées par Ronan et Erwan Bouroullec (nés respectivement en 1971 et 1976).

4. Salon Jérôme

L'ancienne chambre à coucher de Louis-Philippe, duc d'Orléans, puis du prince Jérôme Bonaparte, est devenue le grand salon

du Secrétariat d'État des Beaux-arts. Cette pièce conserve des biens mobiliers de très haute qualité historique provenant des anciennes résidences impériales et royales. La majeure partie du mobilier actuellement exposé est celui du grand salon du ministère d'État chargé des Affaires culturelles d'André Malraux.

Aux arcades, le monogramme NJ (Napoléon Jérôme) alterne avec l'aigle impériale. Décor de trophées militaires (1820) par l'architecte Pierre François Léonard Fontaine (1762-1853).

Lustre en bronze doré et cristal de roche fourni en 1809 par la maison Thomire Duterme pour la chambre à coucher des appartements de l'Empereur au palais des Tuileries. Quatre torchères, d'une série de six, livrées en 1810 pour la salle du trône du palais des Tuileries par Jacob-Desmalter, sur les dessins d'Alexandre-Théodore Brongniart. Sur la cheminée, paire de candélabres en bronze doré et patiné appartenant au fonds des biens acquis par Caroline et Joachim Murat pour leur résidence parisienne de l'Élysée. Pendule *La mort d'Archimède* en bronze doré d'époque Empire.

L'ensemble des sièges en bois sculpté et doré d'époque Empire ornait le salon de billard (ou de Vénus) des grands appartements du palais de Saint-Cloud. Une partie de ces sièges a été classée au titre des monuments historiques au Palais-Royal en 1909. Grand guéridon d'époque Louis-Philippe en loupe d'Amboine. Le tapis de la Savonnerie fait aussi le lien entre la famille des Orléans et des Bonaparte. Le dessin a été donné en 1840 par Saint-Ange pour le salon de réception du prince royal Ferdinand d'Orléans à Fontainebleau. Terminé sous le Second Empire, il est installé dans sa pièce de destination devenue le grand salon de l'appartement du pape à Fontainebleau avant d'être déposé dans cette pièce en 1952. Au dessus du canapé : portrait du Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie, en habit de sacre, huile sur toile par François-Joseph Kinson (1770-1839).

5. Bureau de la ministre

Ancien cabinet de travail du duc ou de la duchesse d'Orléans. Décor attribué à Fontaine, avec éléments de boiserie d'époque Louis XVI et guirlandes florales peintes d'époque Napoléon III.

Lustre en bronze doré d'époque Empire, formé d'une coupe centrale sur laquelle sont représentées six femmes ailées tenant chacune un instrument de musique.

Bureau, console et banc en érable sur bâti en hêtre d'après Philippe Chaix et Jean-Paul Morel, réalisés par l'Atelier de recherche en Création du Mobilier national. Tapis tufté dessiné par P. Chaix et J-P Morel (ateliers de Felletin – Aubusson à la manufacture Pinton). Meuble de rangement de Jean-Albert Lesage, conçu en 1960, en bois de merisier et dessus en glace claire.

Table de réunion carrée et bouts de canapé *Mékong* de Christian Duc (1947-2013) en bois recouvert de laque et d'éclats de coquilles d'œuf beige ; table basse *Fenda* de Toni Grilo (né en 1979), 4 fauteuils *Coque* édités par d'Argentat, en hêtre massif plaqué de chêne finition écorce, garnis de cuir blanc cassé. Ensemble de chaises *Cab* en cuir marron de Mario Bellini (né en 1935) édités par Cassina.

6. Bureau de la directrice de cabinet

Décor attribué à Fontaine, fait de remploi d'éléments de la première moitié du XVIII^e siècle, avec médaillons figurant la déesse Diane et panneaux rectangulaires montrant les allégories de la Force, de la Vigilance, de la Prudence et de la Connaissance. Plafond du XIX^e siècle.

Bureau par Isabelle Hebey (1953-1996) en noyer avec incrustations de nacre et de bois de poirier, réalisé par l'ARC du Mobilier national ; console basse, *Slim TA14* en placage de chêne wengé sur médium, plateau en verre trempé laqué noir (Lissoni Associati), 2009. 2 lampes Somerset, grand et moyen modèle en aluminium et verre opal mat (Ligne Roset, 2005). Fauteuils et canapé *Savane*, édition JNL Collection (2011) en bois lamellé recouvert de bambou, finition acier mat ; table basse

Kaeko de Rafic Farah (né en 1948), réédition de 1989, structure en acier carbone et plateau en verre trempé.

Tapis de la Savonnerie, manufacture de Lodève 4 plans d'après David Tremlett.

Sur la cheminée, pendule en bronze, Femme accoudée sur une borne en marbre vert de mer, époque Restauration (collection du Mobilier national).

Table de conférence *Oak* de Mario Broggi, édition Fantoni (2008) et série de chaises *Victoria Ghost* de Philippe Starck.

Paire de bibliothèques basses par Maxime Old, 1952, en bois et portes coulissantes recouvertes de moleskine grenat.

Tapiserie *Les ponts de Paris* d'après Jacques Despierre (1912-1995), tissage Braquenié, Aubusson, 1983-1984.

7. Grand salon

Il était à l'origine le grand salon de réception de l'appartement de Marie Amélie, épouse de Louis-Philippe. Devenu salle des séances plénières de la Cour de cassation entre 1871 et 1875, il a été divisé en bureaux en 1959 puis restauré en 1989, d'après une gravure aquarellée de Fontaine.

Corniche et éléments architecturaux de Contant d'Ivry ; pliants en bois peint d'époque Empire, éléments du mobilier commandé à Jacob-Desmalter pour Joachim Murat pour son hôtel parisien (actuel palais de l'Élysée) ; suite de 3 lustres d'époque Restauration, en bronze doré et cristal de Bohême à 24 lumières, provenant du palais des Tuileries ; candélabres d'époque Empire, en bronze ciselé doré et oxydé, aux socles ornés de bas-reliefs ciselés représentant les Arts, provenant du palais de Saint-Cloud ; pendule d'époque Empire, en bronze oxydé et doré, avec base en marbre griotte, cadran signé Lamiral, provenant du palais de Compiègne et pendule d'époque Empire en marbre vert de mer et bronze doré. Collection du Mobilier national.

Le Conseil d'État

En tant que juge, le Conseil d'État s'assure que l'administration respecte le droit. Par ses avis indépendants au Gouvernement et au Parlement, il participe à la qualité du droit.

SON HISTOIRE

De Louis XIV à Napoléon

Dès le Moyen Âge, les rois de France étaient entourés d'un Conseil. Au XVII^e siècle, Louis XIV organise le sien en lui confiant des fonctions qui préfigurent en partie celles de l'actuel Conseil d'État. Les maîtres des requêtes portent auprès du roi les affaires administratives et juridiques : le monarque délibère alors avec les conseillers d'État, puis tranche. Née de la Révolution, l'Assemblée constituante veille à ce qu'une juridiction particulière puisse juger de l'action de la puissance publique : ce sera le Conseil d'État, tel qu'il existe aujourd'hui, institué sous le Consulat par Napoléon Bonaparte (Constitution de l'an VIII, art. 52, 1799).

SES MISSIONS

Le jugement des litiges entre citoyens et administration

Le Conseil d'État juge les litiges entre les particuliers et l'administration (Gouvernement, services déconcentrés de l'État, collectivités territoriales, établissements publics...) concernant des sujets aussi divers que les aides sociales, la santé, l'environnement, l'urbanisme, la laïcité, le droit de l'entrée et du séjour des étrangers, les libertés publiques... Il est la plus haute juridiction de la justice administrative : il intervient le plus souvent en dernier ressort, c'est-à-dire après les tribunaux administratifs et cours administratives d'appel.

Mais il peut aussi juger directement, en premier et dernier ressort, lorsqu'il s'agit de recours dirigés contre les décisions du Gouvernement (décrets, arrêtés réglementaires...), des autorités administratives indépendantes (CNIL, CSA...) ou concernant les contentieux des élections régionales et européennes. Le Conseil d'État a jugé plus de 10 000 affaires en 2019.

Les avis indépendants au Gouvernement et au Parlement

Le Conseil d'État est obligatoirement consulté sur les projets de loi rédigés par le Gouvernement avant qu'ils soient soumis au Parlement. Il peut être consulté par les présidents des assemblées sur les propositions de loi rédigées par les députés et les sénateurs. Il est également consulté sur les ordonnances et sur les décrets les plus importants préparés par le Gouvernement. Il rend des avis juridiques indépendants sur plus de 1 000 projets de texte chaque année.

Il vérifie que les projets de texte respectent le droit, sont correctement rédigés, sont compréhensibles et applicables.



En haut: Façade du Conseil d'État
En bas: Salle de la section des finances, Conseil d'État

Visite du Conseil d'État

La numérotation des salles renvoie au plan des pages 10 et 11.

8. Salle de la section des finances

Il s'agit de l'une des rares salles dont la décoration remonte au milieu du XVIII^e siècle. Certaines portes et le plafond à arabesques sont attribués à Contant d'Ivry et ornés de motifs recouverts de feuilles d'or. Cette pièce faisait partie des appartements de la duchesse d'Orléans.

9. Salle du tribunal des conflits

Ancienne salle à manger de la duchesse d'Orléans, aménagée par Contant d'Ivry en 1765. C'est là que se règlent aujourd'hui les conflits d'attribution entre le juge administratif et le juge judiciaire. Sur les murs, des médaillons symbolisent les quatre saisons et des panneaux allégoriques représentent l'eau, la terre, l'air, le feu. Le plafond en trompe-l'œil, porte le monogramme «JNB» (Jérôme Napoléon Bonaparte). Au-dessus d'une des cheminées figure une *Allégorie du Droit*, par Henri Léopold Lévy.

10. Salle des pas perdus

Appelée «salle des pas perdus» du fait de son usage comme salle d'attente. Le tableau *Napoléon visitant le Palais-Royal*, de Merry-Joseph Blondel en 1834, fait partie des peintures retraçant l'histoire du Palais-Royal, réalisées à la demande du roi Louis-Philippe. À noter une tapisserie des Gobelins, *Moïse foulant la couronne de Pharaon*, d'après un tableau de Nicolas Poussin, ainsi qu'une allégorie supposée de la mère de Louis XIV, Anne d'Autriche, sous les traits d'Athéna, attribuée à Philippe de Champagne (1644).

11. Grand escalier d'honneur

Datant de 1765, il donnait accès à l'opéra (à gauche), aux appartements du duc d'Orléans (en face) et aux appartements de la duchesse d'Orléans (à droite). À noter la rampe en fer forgé, les fresques en trompe-l'œil (personnages mythologiques) et dans le médaillon du panneau central, un profil du cardinal de Richelieu, premier occupant du lieu.

12. Antichambre du contentieux

13. Salle du contentieux

La plus grande salle de jugement du Conseil d'État. À gauche, une peinture d'Albert Girard représente le palais d'Orsay, ancien siège du Conseil d'État, incendié sous la Commune. Au fond, l'œuvre de Benjamin Ulmann est une allégorie du droit ou de la justice. Au plafond figurent les symboles de l'autorité et de la justice : balance, sceptre, main de justice, épée, Code, sablier...

14. Antichambre du vice-président

15. Bureau du vice-président

Ancien salon des aides de camp de Louis-Philippe, lorsqu'il était duc d'Orléans. Le grand tapis de la manufacture de la Savonnerie datant de la période Empire (1804-1815) a été modifié sous la Restauration et proviendrait de la salle du trône du palais des Tuileries.

16. Salle de la section des travaux publics

Cette pièce occupe l'emplacement de l'ancien «salon des batailles» de Louis-Philippe. Elle comprend une cheminée monumentale ornée de motifs en bronze doré, surmontée d'un buste en marbre blanc représentant un conseiller d'État, ainsi qu'un portrait en pied d'un ancien vice-président du Conseil d'État.

17. Salon des colonnes

Donnant sur le palais du Louvre, ce salon est orné de peintures de Jean-François Auburtin, aux motifs pastoraux, datant des années 1920 : à droite, *Idylle* ou *Le Matin*, à gauche, *Le Soir*. Un ensemble de deux panneaux encadre la fenêtre, représentant un coucher du soleil et une scène de danse.

18. Salle de la section de l'intérieur

C'est dans cette salle, en 1830, que la couronne de France fut offerte à Louis-Philippe, duc d'Orléans. Elle devint ensuite salle du trône jusqu'en 1831. Une tapisserie des Gobelins, dans laquelle Louis XIV s'avance pour ouvrir un bal avec sa cavalière, une cheminée monumentale et un portrait de Cambacérès, l'un des rédacteurs du Code civil, ornent la pièce.

19. Salle d'assemblée générale

Salle la plus solennelle du Conseil d'État, datant de 1873. Les quatre angles du plafond sont ornés de figures féminines ailées, réalisées en carton-pâte. La frise supérieure représente des allégories des douze ministères au début de la III^e République. Sur les murs, datant des années 1920, les peintures de Henri Martin illustrent la «France laborieuse» : activités intellectuelles, commerciales et maritimes, travaux publics et travail de la terre.

20. Salle des cases

Les membres du Conseil d'État viennent y retirer leur courrier déposé dans des «cases».

À gauche : Salle du contentieux du Conseil d'État



21. Salle Pierre Laroque

Sur la cheminée monumentale en marbre figure un buste de Portalis, l'un des grands inspirateurs du Code civil napoléonien. Une porte dérobée dans la bibliothèque à droite mène à la salle d'assemblée générale, moyen discret pour accéder aux séances ou les quitter.

22. Salle des colonnes

Ancienne salle de bal aménagée en bibliothèque dès l'installation du Conseil d'État en 1875 au Palais-Royal. Elle rassemble aujourd'hui près de 60 000 volumes essentiellement de droit. Le plus ancien date du XVI^e siècle.

23. Ancienne chapelle

Ancien oratoire de la princesse Clotilde, épouse du prince Napoléon-Jérôme, neveu de Napoléon I^{er}. Les vitraux portent les armoiries de la famille impériale et de la maison de Savoie.

24. Salle Napoléon

Précédemment salle de bal, salle de théâtre, galerie de peintures ou encore salle à manger. La décoration ostentatoire date du Second Empire et comporte de nombreux symboles napoléoniens (lettre «N», abeilles, aigles impériales couronnées). Sur les murs apparaissent des cartouches portant le nom de 6 grands écrivains. Sur la cheminée monumentale en marbre blanc se dresse un buste à l'antique de Napoléon I^{er}.

À droite : Salle de l'assemblée générale du Conseil d'État



Le Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel occupe depuis sa création l'aile Montpensier du Palais-Royal qui, depuis la fin du Second Empire, avait abrité la Cour des comptes (1871-1912), l'Institution de coopération intellectuelle - ancêtre de l'Unesco (dans les années 20) et le Conseil économique (1946).

Salle Mounet-Sully,
Comédie-Française



INSTITUTION CRÉÉE SOUS LA V^E RÉPUBLIQUE

Le Conseil constitutionnel est institué par la Constitution de 1958. Cette juridiction collégiale compte neuf membres nommés (trois le sont par le Président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale et trois par le président du Sénat), auxquels s'ajoutent, comme membres de droit, les anciens présidents de la République. Les membres nommés, renouvelés par tiers tous les trois ans, exercent un mandat unique de neuf ans. Le président du Conseil constitutionnel est nommé, parmi les membres, par le Président de la République. Sa voix est prépondérante en cas de partage égal des voix lors des délibérations. L'actuel président du Conseil constitutionnel est M. Laurent Fabius.

GARANT DE LA CONSTITUTION

Le Conseil constitutionnel juge de la conformité des lois à la Constitution et aux principes contenus dans le « bloc de constitutionnalité » (Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, Préambule de la Constitution de 1946, Charte de l'environnement de 2004). Ce contrôle de constitutionnalité revêt un caractère obligatoire pour les règlements des assemblées parlementaires et pour les lois organiques.

Le contrôle de constitutionnalité des lois ordinaires et des traités s'exerce si le Conseil est saisi : soit par l'une des quatre plus hautes autorités de l'État (Président de la République, Premier ministre, président de chaque assemblée), soit par soixante députés ou soixante sénateurs. Cette saisine doit

intervenir dans les quinze jours suivant le vote de la loi, avant la promulgation. Dans ce cas, le Conseil constitutionnel rend sa décision dans un délai d'un mois, voire en quelques heures comme c'est le cas pour le règlement du Congrès du Parlement. L'article 62 de la Constitution précise qu'une disposition déclarée inconstitutionnelle ne peut être promulguée, ni mise en application.

La révision constitutionnelle du 21 juillet 2008, entrée en vigueur le 1^{er} mars 2010, a instauré la procédure dite de la Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC). Ce nouveau droit permet à toute personne, partie à un procès, de soutenir qu'une disposition législative est contraire aux droits et libertés que la Constitution garantit. Dans ce cas, le Conseil constitutionnel est saisi sur renvoi du Conseil d'État ou de la Cour

de cassation. Le Conseil peut alors abroger la disposition. Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours et s'imposent aux pouvoirs publics comme à toute autorité administrative et juridictionnelle.

GARANT DE LA RÉGULARITÉ DES ÉLECTIONS

Le Conseil constitutionnel est également juge électoral. Il contrôle la régularité de toutes les opérations concernant la présidentielle et les référendums, dont il proclame les résultats. En vertu de l'article 59 de la Constitution, il est juge de la régularité de l'élection des parlementaires, et donc de leur éligibilité ; il intervient également lorsqu'un parlementaire se trouve dans un cas d'incompatibilité.

Visite du Conseil Constitutionnel

La numérotation des salles renvoie au plan des pages 10 et 11.

L'aile Montpensier est la partie la plus récente du Palais-Royal. Construite à partir de 1829 pour parachever le palais des ducs d'Orléans, elle fait l'objet d'un pari audacieux pour l'époque : sa structure est en fer forgé.

Les travaux récents de rénovation du bâtiment ont permis de révéler cette charpente métallique. De façon générale, la décoration mélange le style de l'architecte Pierre Fontaine de 1830 (notamment le grand escalier, le parquet du petit salon ou les décors du bureau du président) et celui de 1859 par Pierre Chabrol (en particulier les plâtres du grand salon, la frise de la salle à manger ou les décors peints de la salle de délibérés).

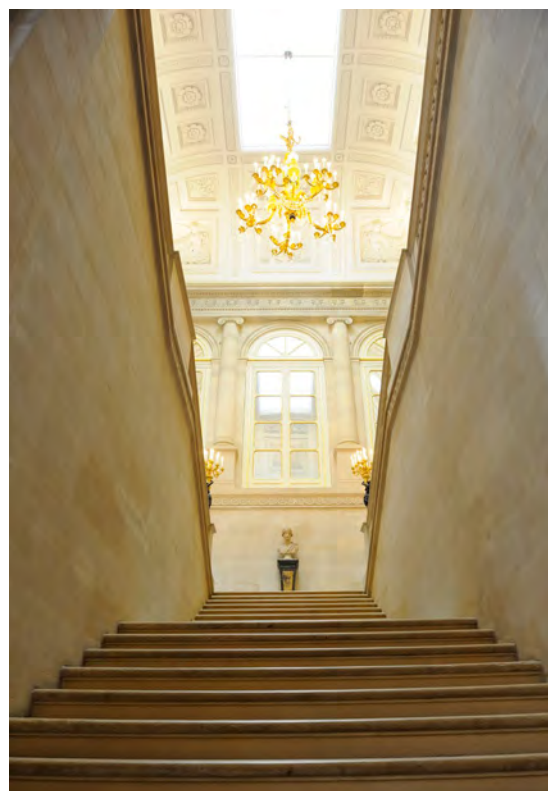
Des collaborateurs du Conseil constitutionnel sont présents pour répondre aux questions des visiteurs sur les missions de l'institution et l'histoire du lieu.

25. Grand salon

Actuellement salle de réception et de colloques, il fut la salle des aides de camps du palais. La décoration intérieure (1859) est l'œuvre de l'architecte Pierre Chabrol, à l'intention de Marie-Clotilde de Savoie, fille du premier roi d'Italie, épouse du prince Jérôme Napoléon, cousin de l'empereur Napoléon III. En haut, se faisant face, l'aigle impérial et un médaillon sculpté représentant Napoléon III et l'impératrice Eugénie ; table à gibier de style Louis XVI en bois doré ; une tapisserie (1668- 1682) de la série des Maisons Royales créées par le Brun pour la Manufacture des

Gobelins. Cette tapisserie, *Le mois de juin : vue du château de Fontainebleau*, tissée au fil d'or, était destinée à décorer les appartements privés du roi Louis XIV à Versailles. Elle se trouve aujourd'hui en rentrant à droite dans le Grand salon. La Comédie-Française et le Conseil constitutionnel viennent de restaurer d'anciens passages qui existaient à l'origine entre leurs locaux et avaient été obstrués au fil de l'histoire du Palais-Royal. Cette restauration des décors et portes est visible dès l'entrée dans le Grand salon. Ensemble de mobilier et de vases de Sèvres Empire.

Escalier d'honneur du Conseil constitutionnel



26. Salle à manger

Elle marque la séparation des parties publiques et des appartements privés de la princesse. Entièrement restaurée en 2014, elle a retrouvé pour l'essentiel son décor de 1831 et notamment les décors peints de motifs floraux en partie supérieure, masqués depuis près d'un siècle sous des tentures – sur la table Louis-Philippe en acajou verni, soupière en porcelaine de Sèvres. Quatre reproductions représentant l'aile Montpensier en 1831.

27. Salle des délibérés

Ancien salon de travail de la princesse Marie Clotilde de Savoie – décor de style dit « pompéien » peint en 1852 pour le duc de Cambacérès, grand-maître des cérémonies du Second Empire, alors occupant des lieux – pendules d'époque Empire en bronze doré. Cette salle accueille les séances à huis clos du Conseil constitutionnel, les membres étant placés de part et d'autre du président de la façon suivante : les anciens Présidents de la République, membres de droit, puis les membres nommés par date de nomination. La salle a été restaurée en 2013.

28. Bureau du président du conseil constitutionnel

Salon de musique du Duc de Chartres, puis grande chambre à coucher de l'appartement de Marie Clotilde de Savoie, ce bureau a entièrement été restauré en 2015. Les décors sculptés des lambris, révélés lors de sondages stratigraphiques, et les décors en bronze doré disparus, ont pu être restitués. Tapis de la Savonnerie Beaulieu d'après André Dubreuil. Tapisserie de lice *Figures aléatoires* :

Empreintes du XXI^e d'après Claire Pichaud. Sur la cheminée vase d'époque Empire – bronze sur pied le Cheval courant d'après Martine Martine. Meuble d'appui laque et bronze 1^{er} moitié du XX^e d'André Arbus.

29. Antichambre

Cette pièce permet l'accès à la salle des audiences publiques, au rez-de-chaussée, pour les membres du Conseil. Paire de tapisseries de lice époque XX^e de Pierre Buraglio.

30. Oratoire

Créé par Pierre Chabrol, architecte, et Alexandre-Dominique Denuelle, décorateur. Cet oratoire, décoré aux armes de Savoie et avec l'abeille de la famille Bonaparte ouvrait à l'origine sur la chambre à coucher – copie d'une *Vierge à l'Enfant* (musée Vivenel à Compiègne) – lampe de mosquée en onyx.

31. Du couloir, vue sur l'antichambre de la salle des délibérés

Ancienne alcôve du cabinet de travail, l'antichambre abrite notamment deux gaines Empire en acajou et bronze. Bureau à cylindre Directoire.

32. Petit Salon

Cette pièce est à l'origine l'antichambre de la salle à manger, l'actuelle salle Mounet-Sully de la Comédie-Française (derrière les portes face à l'entrée), ce qui explique son plafond aux grecques et rosaces en harmonie avec celui de l'escalier. C'est la seule pièce du bâtiment à avoir conservé quasi-intégralement son aspect 1830, en particulier son parquet en assemblage de marqueterie.

La Comédie-Française

33. Salle Mounet-Sully (Comédie-Française)

Salle qui porte le nom de Jean-Sully Mounet, dit Mounet-Sully entré à la Comédie-Française en 1872; sociétaire en 1874; doyen de 1894 à 1916.

La construction de cette salle fut confiée à l'architecte Pierre Fontaine en 1830. La décoration Second Empire fut, quant à elle, réalisée sous la direction de l'architecte Prosper Chabrol, qui conçut l'aile sud de la Comédie-Française quelques années plus tard. D'abord aménagée comme salon de réception du prince Napoléon, pour qui fut restaurée cette partie du Palais-Royal, elle servit également de salle à manger à la princesse Clotilde. De 1871 à 1910, la salle devint le salon de lecture de la Cour des Comptes car les locaux avaient alors été affectés à l'institution. En 1912, ce lieu est affecté à la Comédie-Française par un décret confirmé en 1914, pour être utilisé, jusqu'en 2017, comme salle de répétition. Lors des travaux de 1935, il fut question de supprimer la décoration Second Empire - qui à l'époque ne plaisait plus - et de transformer la salle en bibliothèque, en la coupant en deux sur la hauteur. Mais ce projet échoua et la salle Mounet-Sully continua à servir de salle de répétition et d'entrepôt pour des éléments de décors. En 1974, l'accès à cette salle - qui n'était possible que par l'étroit passage qui permet d'aller derrière la scène de Cour à Jardin - a été facilité par la création d'un nouvel escalier côté Jardin et l'ouverture possible du fond de la galerie Jacques Charon. En 2017, une campagne de restauration permet de restituer l'esthétique Second Empire. La salle Mounet-Sully sert désormais de lieu d'accueil des publics scolaires en journée, et des mécènes en soirée.

34. Escalier d'honneur

Par l'architecte Pierre Fontaine (1830). Fait exceptionnel, le Palais-Royal compte deux escaliers monumentaux. Celui-ci, le plus récent, a été construit au bénéfice de l'héritier de la famille d'Orléans, le duc de Chartres, pour qui l'aile a été construite. L'escalier a retrouvé son aspect d'origine lors de la campagne de restauration de 2008, qui a notamment permis la réouverture des baies sur la rue. Lustre Second Empire, candélabres Empire. Sur le palier intermédiaire, Tapisserie *Le drapeau Français* tissé en 2008 d'après Denis Doria (Manufacture nationale des Gobelins). En haut de l'escalier, statue de Junon diadémée en marbre de Paros.

35. Hall d'honneur (rez-de-chaussée)

Au fronton de la porte d'honneur, sphinge sculptée par Apel.les Fenosa (1973).

36. Salle Jeanne Chauvin

Salle créée pour accueillir les avocats qui plaident désormais devant le Conseil constitutionnel dans le cadre de la Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC), mise en œuvre par la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008.

37. Salle Thémis

Salle destinée à accueillir le public lors des audiences qui lui sont ouvertes. Projection d'un film sur le Conseil constitutionnel.

38. Salle d'audience

En raison de la crise sanitaire, les audiences QPC se tiennent dans le Grand Salon depuis le 17 mars 2020.

À l'issue de la visite, le péristyle de Chartres abrite la librairie des Éditions du Patrimoine, un ensemble d'ouvrages sur le Palais-Royal, le Conseil constitutionnel et le patrimoine réalisés par la maison d'édition du Centre des monuments nationaux.

Richelieu avait fait aménager un opéra dans son palais, à l'angle des actuelles rues Saint-Honoré et de Valois. Le bâtiment sera victime de deux incendies, le premier en 1763, le second en 1781. À la suite de ce dernier, Louis-Philippe Joseph d'Orléans confie à Victor Louis - l'architecte qu'il a chargé d'édifier les trois ailes de pavillons locatifs qui, depuis, clôturent le jardin - la construction d'une nouvelle salle, à l'angle, cette fois, de la rue de Richelieu.

Ce nouvel opéra devient en 1790 le théâtre des Variétés-Amusantes puis, en 1791, le théâtre de la République - avec une troupe conduite par le fameux Talma.

Ce n'est qu'en 1799 que la société des comédiens-français entre en possession de la salle, restaurée pour l'occasion. Elle le sera plusieurs fois encore au XIX^e siècle, notamment de 1860 à 1864: c'est alors que, derrière une nouvelle façade dressée sur l'actuelle place

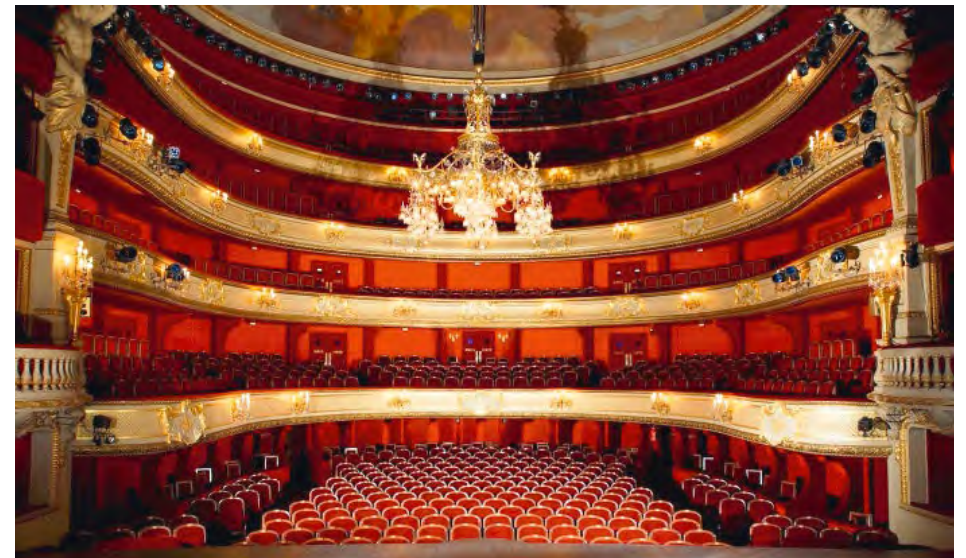
Colette, sont élevés l'escalier d'honneur et le foyer public.

Le 8 mars 1900, un incendie ravage la salle, mais la structure métallique du bâtiment résiste. Les rénovations sont tout aussi nombreuses au XX^e siècle - en 1900, donc, puis en 1935, de 1974 à 1976 et en 1994.

Pour un meilleur confort des spectateurs, le nombre des places est ramené progressivement de 2 000 à 896. En 2004, le péristyle est à son tour restauré et les dessous de scène entièrement repris. Durant l'année 2012, des travaux de mise aux normes et d'accessibilité sont menés sur le bâtiment. La salle Richelieu qui bénéficie d'une restauration acoustique et esthétique, rouvre au public en janvier 2013.

La Comédie-Française donne plus de 900 représentations par an à la salle Richelieu, dans ses deux autres théâtres et en tournées.

Salle de la Comédie-Française



Le jardin du Palais-Royal

PREMIÈRE CRÉATION SOUS RICHELIEU

Rien ne subsiste du jardin d'origine dessiné par Pierre Desgots pour Richelieu. On sait qu'il mesurait 350 mètres sur 150, s'ornait de six parterres de broderie, de bassins alimentés en eau de Seine par la pompe de la Samaritaine, de statues, et qu'il était bordé d'alignements de marronniers et de charmes.

En serrant ce jardin, une bande de terrain avait été divisée en lots constructibles, à la condition expresse – qui sera peu respectée – qu'aucune fenêtre n'ouvre sur le jardin, les maisons étant accessibles par les voies alors créées (les actuelles rues de Richelieu, des Petits-Champs et des Bons-Enfants).

Le cardinal Richelieu légua son palais à son roi Louis XIII. Anne d'Autriche, devenue régente, vint s'y installer avec ses deux enfants, le futur Louis XIV et son frère Philippe d'Orléans.

Elle aimait à se promener sous les arbres de ce jardin et à suivre l'éducation sportive du dauphin et de son jeune frère pour lesquels avaient été aménagés un fort miniature avec ses bastions, une piste à courir la dague et un jeu de mail.

Vue du jardin depuis
le Palais-Royal

Les arbres devenus envahissants, le jardin, à compter de 1674, est redessiné et replanté par André Le Nôtre. Fermé à la police royale, il devient peu à peu un lieu à la mode : on peut y parler politique à son aise, et les novellistes y viennent puiser les bruits à colporter.



AU XVIII^E SIÈCLE, UNE SÉRIE D'INTERVENTIONS

Désormais propriété de la famille d'Orléans, Louis d'Orléans, le fils du Régent, fait procéder en 1730 à une nouvelle rénovation, par Claude Desgots, architecte du roi et neveu de Le Nôtre. Dans un souci « d'assainissement moral » tout autant qu'esthétique, les couverts sombres et les bosquets secrets sont abattus, et, pour masquer les abords disparates, on installe un grand décor de treillages – qui fera fureur le siècle durant. Pour la première fois, les gazons connaissent l'arrosage à la lance, tout juste inventé. On peut louer des chaises, consommer au café de Foy (situé à l'emplacement du n°46 de l'actuelle rue de Richelieu), qui débordait sur le jardin : la terrasse de café vient de naître.

Louis Philippe Joseph, fils de Louis-Philippe d'Orléans, entreprend de rentabiliser le domaine en le lotissant en partie. Il fait bâtir par Victor Louis un ensemble de pavillons uniformes d'architecture palatine, formant un nouvel enclos ceinturé de trois nouvelles rues qui prennent les noms de fiefs du duc d'Orléans : Montpensier, Beaujolais et Valois.

En 1784, les galeries de pierre aux côtés nord, est et ouest sur jardin sont achevées, mais le manque d'argent contraint le duc à fermer le côté sud, entre le jardin et la cour d'honneur du palais, par une simple galerie de bois.

En cette fin du XVIII^e siècle, le jardin du Palais-Royal est plus que jamais à la mode. Cafés, restaurants, théâtres et spectacles divers, clubs politiques, salles de jeux et aussi « demoiselles » attirent une foule variée. En 1789, l'animation de ce « cœur battant de Paris » est extrême : appel du 12 juillet de Camille Desmoulins, autodafés de journaux royalistes, incendie d'un mannequin du pape, manifestations populaires, rixes...

En 1786, le Sieur Rousseau, horloger au 95 galerie de Beaujolais, présente aux passants un petit canon qui leur indique l'heure en tonnant chaque midi. Cette légende y était gravée : « HORAS NON NUMERO NISI SERENAS » soit « JE NE COMPTE QUE LES HEURES HEUREUSES ». Volé en 1998, il a été reconstitué et remis en place en 2002.

LE JARDIN DANS SA CONFIGURATION ACTUELLE

En 1814, Louis-Philippe I^{er}, fils de Philippe Egalité, se fixe au palais. L'architecte Fontaine redessine le jardin, avec son bassin central et ses parterres, qui prend ainsi la forme générale qu'on lui connaît aujourd'hui. Peu à peu, les enseignes disparaissent. Les maisons de jeux ferment en 1836. Des photos d'Atget de 1913 montrent un jardin un peu délaissé, en dépit de la présence du célèbre monument à Victor Hugo dû à Auguste Rodin.

Au début des années 1980, les ormes malades sont remplacés par quatre doubles rangées de tilleuls, mais ce n'est qu'en 1992 qu'un programme d'ensemble, confié au paysagiste John Mark Rudkin, permet une véritable réhabilitation du jardin. Grâce au soutien financier de LVMH, les parterres sont entièrement réaménagés, dans un jeu de formes, de matériaux et de couleurs évoquant les jardins du XVIII^e siècle, avec, notamment, la création de deux parterres, la plantation de fleurs annuelles et la disposition d'arbustes en caisses autour des parterres.

Le jardin du Palais-Royal a reçu en 2005 le label «jardin remarquable».

Classé au titre des monuments historiques depuis 1994, le jardin du Palais-Royal, est un domaine national affecté au ministère de la Culture. Il est administré par le Centre des monuments nationaux, établissement public sous tutelle, qui propose des rendez-vous culturels librement ouverts au public tout au long de l'année.

Le poste d'accueil du Centre des monuments nationaux est présent au 2 galerie Montpensier. Il est ouvert de 8h00 à 20h30 en basse saison d'octobre à mars et de 8h00 à 22h30 d'avril à septembre.



Le petit canon du Palais-Royal

CETTE PUBLICATION
VOUS EST OFFERTE PAR

UNE VISITE
SOUTENUE PAR



sisley
PARIS

